



AVIS D'APPEL D'OFFRES

2/7

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N° 10 OCT. 2024 / AONO/ MINTP/CIPM-TERI/2024 du 093 pour l'exécution des travaux de remplacement des buses par des dalots sur la route Nationale N3, Yaoundé – Douala, Phase 3 en un (01) Lot (Lot 2-LT : Pont de Ndoupè – Pont sur la Dibamba)

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de circulation des biens et des personnes, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage lance un Appel d'Offres National Ouvert pour l'exécution des travaux de remplacement des buses par des dalots sur la route Nationale N3, Yaoundé – Douala, Phase 3 en un (01) Lot (Lot 2-LT : Pont de Ndoupè – Pont sur la Dibamba).

2. Consistance des travaux

La consistance des travaux comprend les opérations ci-après :

- Les travaux généraux comprenant, les installations de chantier, les inspections détaillées des ouvrages existants, les études techniques, le projet d'exécution, les essais géotechniques, le dégagement des emprises des travaux au droit des ouvrages et la démolition d'ouvrages existants ;
- Les travaux de terrassements et de chaussées aux droits des ouvrages consistant à la démolition de la chaussée existante, l'exécution des déblais et la reconstruction de la chaussée et des accotements ainsi qu'il suit :
 - une couche de forme en grave latéritique de 25 cm d'épaisseur, une couche de fondation en grave concassée 0/31.5 de 40 cm d'épaisseur, une couche de base en grave bitume de classe 3 de 22 cm d'épaisseur, une couche de revêtement en béton bitumineux module élevé de 7 cm d'épaisseur, la réparation des nids de poule avec les grave bitume et béton bitumineux ;
 - Les accotements sont revêtus d'une imprégnation et recouverte d'un enduit bicouche ;
- Les travaux d'assainissement et de drainage portant sur l'entretien et réparation des buses métalliques, la construction des dalots en remplacement de buses existantes, le rétablissement de l'assainissement longitudinal : construction des fossés en terre, des fossés bétonnés, et des caniveaux, le curage et drainage ou recalibrage du lit de cours d'eau, la construction des perrés maçonnés, la mise en place des enrochements ;
- Les équipements, signalisation et divers portant sur la remise à niveau des équipements de sécurité, l'assurance des mesures de protection de l'environnement, le maintien de la circulation, la mise en place de la signalisation verticale et horizontale et la construction des glissières de sécurité.

3. Tranches/Allotissement

Les travaux sont subdivisés en un lot unique ci-après définis :

N° du Lot	Code route	ouvrages	Montant prévisionnel	Délai
lot 2-LT	N3	Pont de Ndoupè – Pont sur la Dibamba	1 900 000 000 F	10 mois

4 . Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de 1 900 000 000 (Un Milliard Neuf Cent Millions) FCFA réparti comme suit :

N° du Lot	Montant TTC Phase 1 2024	Montant TTC Phase 2 2025	Total (1+2)
lot 2-LT	718 595 843 de CFA	1 181 404 157 de F CFA	1 900 000 000 F CFA

5 . Délai prévisionnel d'exécution-

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de **dix (10) mois** calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

6 . Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte à égalité de conditions à toutes les entreprises ou Groupement d'Entreprises de Travaux Publics de droits camerounais installés sur le territoire Camerounais.

7 . Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le Ministère des Travaux, Ligne Fonds Routier, Exercices 2024 et 2025.

8 . Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est « **En ligne (online)** ». Autrement dit, la soumission hors ligne n'est pas possible.

9 . Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à **38 000 000 FCFA** et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10 . Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2ième étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des

Travaux Publics du Centre, Porte 206 tél : 222 22 92 34, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et. <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm) .

11 . Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue dans les services du Maître d'Ouvrage, notamment à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 206, Tél. : 222 229 234 dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de **500 000 (cinq cent mille) de Francs CFA**, payable au Trésor Public.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12 . Remise des offres

Pour la soumission en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme CO-LEPS au plus tard le 04 NOV 2024 à 11 heures..

Par ailleurs, une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD et **l'originale de la caution de soumission** devront parvenir sous plis fermés, au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2^{ème} étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, sis dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, porte 210, au plus tard le 04 NOV 2024 à 11 heures, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

"Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N° 093/AONO/ MINTP/CIPM-TERI /2024 du 10 OCT 2024

**Pour l'exécution des travaux de remplacement des buses par des dalots sur la route Nationale N3, Yaoundé – Douala, Phase 3 en un (01) Lot (Lot 2-LT : Pont de Ndoupè – Pont sur la Dibamba)
(Copie de sauvegarde) "**

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13 Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offres uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14 .Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 10 NOV 2024 à **12 heures précises** par la Commission Interne de Passation des Marchés des Travaux d'Entretien et de Réfection des Infrastructures (CIPM-TERI) auprès du Ministère des Travaux Publics, sise dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de D'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15 .Critères d'évaluation

15.1. Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

a) Du Dossier administratif non conforme en raison :

- de l'absence ou de la non-conformité du cautionnement de soumission à l'ouverture des plis ;
- de la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;

b) de l'Offre technique non conforme en raison :

- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- de l'absence de la note méthodologique (organisation, planning et compréhension du projet) ;
- de l'absence de possession en propre ou en location d'un matériel minimum :
 - deux (02) camions benne d'au moins 10 Tonnes de charge utile chacun ;
 - une (01) pelle excavatrice ;
 - un (01) bulldozer ;
 - deux (02) bétonnières d'une contenance minimale chacune de cinq cent (500) litres.
- de l'absence d'un Conducteur des travaux remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO : Ingénieur de Génie Civil BAC+3 ou équivalent ayant au moins 10 ans d'expériences générales en BTP et ayant occupé le poste de Conducteur des Travaux d'au moins deux (02) projets de construction, d'entretien et/ou de réhabilitation des ouvrages d'art similaires ;
- de l'absence ou non-conformité d'une capacité de financement (Ligne de crédit disponible) délivrée par une banque de premier ordre agréé par le Ministre en charge des Finances d'au moins **570 000 000 (Cinq cent soixante-dix millions) de francs CFA** ;
- de l'absence ou non-conformité de référence justifiant que le soumissionnaire a exécuté au cours des **cinq (05) dernières années**, au moins (01) projet de construction routière avec construction de dalot d'un linéaire minimum cumulé de 40ml sur une route nationale ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'intégrité.
- de la non satisfaction des sept (07) critères essentiels ;

c) De l'Offre financière non conforme en raison :

- de l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, les SDP, le DQE, la décomposition des prix forfaitaire) ;
- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- de l'absence d'un Sous-détails de prix unitaires conformes au modèle fourni dans le DAO ;

d) des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;

e) du non-respect du format de fichier des offres ;

f) de l'absence de la copie de sauvegarde.

15.2. Critères essentiels

Pour être qualifié, le soumissionnaire devra satisfaire à **40/55** critères essentiels suivants :

- a) La présentation de l'offre sur 06 critères ;
- b) La qualification et l'expérience du personnel d'encadrement sur 15 critères ;
- c) Le matériel à mobiliser sur 27 critères ;
- d) Les références du soumissionnaire sur 02 critères
- e) La visite du site sur 02 critères ;
- f) Les preuves d'acceptation des conditions du marché sur 03 critères.

16 .Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17 .Nombre maximum de lots :

Le présent Appel d'Offres est constitué d'un lot unique.

18 Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19 .Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures ouvrables à la Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 2ième étage du nouveau bâtiment R+3 abritant certains Services Centraux du Ministère des Travaux Publics, logée dans l'enceinte de la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre, Porte 206 tél : 222 22 92 34 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, ou tout autres moyens de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

20 .Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

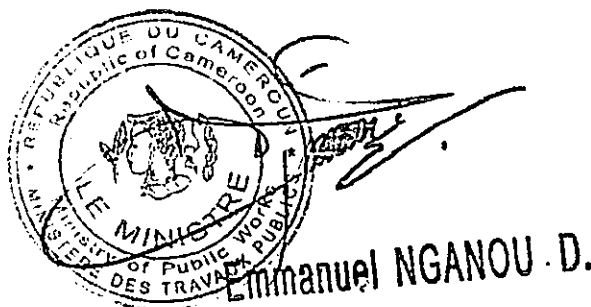
10 OCT 2024

Yaoundé le _____

Le Ministre des Travaux Publics

Copies :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- MINTP ;
- CIPM-TERI
- Affichage chrono



Emmanuel NGANOU .D.



CALL FOR TENDERS

Open National Call for Tenders
N°. 003 /AONO/MINTP/CIPM-TERI/2024 OF 10 OCT 2024 FOR THE
EXECUTION OF WORKS TO REPLACE PIPE CULVERTS BY BOX CULVERTS ON
NATIONAL ROAD NO. 3: YAOUNDE - DOUALA, PHASE 3 IN ONE (1) LOT (LOT 2-LT:
NDOUPE BRIDGE-DIBAMBA BRIDGE)

1. Purpose of the Call for Tenders

As part of improving traffic conditions for goods and people, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby launches an Open National Call for Tenders for the execution of works to replace pipe culverts by box culverts on this National Road No. 3: Yaounde - Douala, Phase 3 in one (1) lot (Lot 2-LT: Ndoupe Bridge-Dibamba Bridge).

2. Scope of Works

The works shall include:

- General works comprise site installation, detailed inspections of existing structures, technical studies, final design, geotechnical tests, clearing the right-of-way for the works in line with the structures and the demolition of existing structures;
- The earthworks and pavements at the rights of way of the works consisting of the demolition of the existing carriageway, the excavation and reconstruction of the carriageway and shoulders as follows;
 - A 25 cm thick lateritic gravel sub-base, a 40 cm thick 0/31.5 crushed gravel sub-base, a 22 cm thick class 3 bitumen gravel base, a 7 cm thick high modulus bituminous concrete wearing course, repairing potholes with bitumen gravel and bituminous concrete;
 - The road side shoulders will be impregnated and covered with a two-layer coating;
- Sewerage and drainage works involving the maintenance and repair of metal culverts, the construction of scuppers to replace existing culverts, the re-establishment of longitudinal drainage: construction of earthen ditches, concrete ditches and gutters, the cleaning and drainage or reshaping of the watercourse bed, the construction of masonry riprap and the installation of rockfill;
- Equipment, road signs and miscellaneous works, including upgrading safety equipment, ensuring environmental protection measures are in place, maintaining traffic flow, installing vertical and horizontal road signs and building guardrails.

3. Lots/Allotments

The works to be executed shall be in a single lot as follows:

Lot No.	Code Route	Work Estimated	Estimated amount	Deadline
lot 2-LT	N3	Pont de Ndoupè – Pont sur la Dibamba	1 900 000 000 F	10 months

4 Estimated Cost

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies is 1,900,000,000 (One Billion Nine Hundred Million) FCFA, broken down as follows:

Lot No.	Amount Incl. Taxes Phase 1:2024	Amount Incl. Taxes Phase 2 :2025	Total (1+2)
Lot 2-LT	718,595,843 CFAF	1,181,404,157 CFAF	1,900,000,000 CFAF

5 Estimated Execution Time Frame-

The maximum execution time frame set by the Project Owner for the provision of the services under this Call for Tenders shall be **ten (10) calendar months**. The time frame runs from the date of notification of the Service Order to start.

6 Eligibility

Participation in this Call for Tenders shall be opened on equal conditions to all Cameroon-based public works contractors or consortiums governed by Cameroonian law.

7 Financing

Works under this Call for Tender shall be financed by the budget of the Ministry of Public Works, Road Fund Line, 2024 and 2025 Financial Years.

8 Bidding Method

The bidding method chosen for this consultation is **"online"**. In other words, physical tender submission shall not be applicable.

9 Bid Bond

Each tenderer must enclose with their administrative documents a bid bond, paid in hand, issued by a body or financial institution approved by the Minister in Charge of Finance to issue bonds as part of public contracts, the list of which appears in Document 14 of the Tender Documents, whose amount is **38,000,000 CFAF** and valid for up to thirty (30) days beyond the initial tender validity. The absence of bid bond issued by a first-class bank or first-rate financial institution authorised by the Minister in Charge of Finance to issue bonds as part of public contracts, shall result in the outright rejection of the tender. A bid bond provided but having no connection with the consultation in question shall be deemed to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be inadmissible.

10 Consultation of Tender Documents

Hard copies of Tender Documents may be consulted free of charge at the Project Owner's services during working hours, precisely at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some central services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 206, Tel.: 222 22 92 34, upon publication of this Call for Tenders

It can also be consulted **online on COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>** and on the website of the PCRA (www.armp.cm).

11 Acquisition of Tender Documents

Hard copies of Tender Documents may be collected at the services of the Project Owner, precisely at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some central services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works for the Centre, Room 206, Tel.: 222 229 234, upon presentation of the receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **five hundred thousand (500,000)**.

It is also possible to obtain soft copies of Tender Documents by free download on the COLEPS via the addresses indicated above. However, online or offline tendering shall be subject to payment of the Tender Documents purchase fee.

12 Submission of Tenders

For online tendering, tenderers must upload their bids on COLEPS platform no later than 14 NOV 2024 at 11 a.m.

Besides, a backup copy of the bid, saved in a CD, DVD or USB drive and the original of the bid bond shall be submitted as a sealed file against a receipt at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some Central Services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works in Yaounde, Room 210, no later than 14 NOV 2024 at 11 a.m. The sealed file must bear the following:

093

“OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS

NO. 093 /AONO/MINTP/CIPM-TERI/2024 OF 10 OCT 2024

FOR THE EXECUTION OF WORKS TO REPLACE PIPE CULVERTS WITH BOX CULVERTS ON NATIONAL ROAD NO. 3, YAOUNDE – DOUALA, PHASE 3 IN ONE (1) LOT (LOT 2-LT: NDOUPE BRIDGE-DIBAMBA BRIDGE) (BACKUP COPY).”

File Size and Format

For online tendering, the maximum size of the documents to be uploaded on the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer;

Acceptable formats shall include:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Candidates shall use compression software in order to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

13 Bid Admissibility

The administrative, technical and financial documents must be placed in separate envelopes and submitted in sealed envelopes.

The Project Owner shall reject bids for the following reasons:

- Envelopes bearing details of the tenderer's identity;
- Envelopes received after the tender submission date and time;
- Envelopes not complying with the bidding method;
- Envelopes without indication of the specific Call for Tenders concerned;
- Failure to provide the number of copies indicated in the STR or bids only submitted

without the original copies.

Any bid not complying with the requirements of the Tender Documents shall be rejected; especially the absence of a bid bond issued by a body or financial institution authorised by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts or failure to comply with the model documents in the tender documents, will lead to the outright rejection of the bid without any appeal. A bid bond provided but having no connection with the consultation in question shall be deemed to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be inadmissible.

14 Opening of Tenders

Tenders shall be opened at once on 10 4 NOV 2024 at **noon** by the Internal Tenders Board for Infrastructure Maintenance and Repair Works at the Ministry of Public Works (CIPM-TERI), located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works in Yaounde.

Only tenderers may attend the opening session or have themselves represented by a duly mandated person of their choice, even in the event of a consortium.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service, or a competent administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. These must date no more than three (3) months preceding the tender submission deadline or having been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of absence or non-compliance of a document in the administrative file during the tender-opening session, after a 48-hours extension period allowed by the Tenders Board, the bid shall be rejected.

15 Evaluation Criteria

15.1 Eliminary Criteria

These particularly include:

a) A non-compliant administrative file due to:

- absence or non-compliance of the bid bond at the tender-opening session;
- failure to submit, after the 48-hour extension following the opening of tenders, a document deemed non-compliant or missing from the administrative file (except for the bid bond);

b) A non-compliant technical bid due to:

- absence of formal declaration to prove the tenderer did not abandon works on a construction site in the last three years;
- absence of a methodology note (organisation, planning and understanding of the project);
- failure to prove ownership or hired minimum equipment listed below:
 - two (2) dump trucks with a minimum load capacity of 10 tons each;
 - one (1) A tractor excavator;
 - one (1) bulldozer;
 - two (2) concrete mixers, each with a minimum capacity of five hundred (500) litres.
- absence of a Works Foreman meeting the specific qualification and experience requirements under the Special Tenders Regulation (RPAO): civil engineer GCE A/L or equivalent diploma, with at least ten years of general experience in the building and public works sector, having worked as Works Foreman on at least two (2) similar construction, maintenance or rehabilitation projects concerning engineering structures;

- absence or non-compliance of a financing capacity (available line of credit; issued by a first class bank approved by the Minister in Charge of Finance, of at least **570,000 570,000 (five hundred and seventy million CFA francs)**);
- absence or non-compliance of references justifying that the tenderer has executed, over the last five (5) years, at least one (1) road construction project involving box culverts with a cumulative length of at least 40 LM on a national road;
- absence of a dated and signed undertaking to comply with social and environmental clauses;
- absence of integrity declaration;
- failure to meet seven (7) essential criteria;

c) A non-compliant financial bid due to:

- absence of a document in the financial offer (bid, UPS, sub-detail of prices, BOQ, breakdown of fixed prices);
- absence of a quantified unit price in the financial offer;
- absence of a breakdown of unit prices in keeping with the model provided in Tender Documents;

d) False declaration, fraud, or forged documents;

e) Non-compliance with the tender file format;

f) Absence of the backup copy.

15.2. Essential criteria

To be qualified, the bidder shall meet all the following seventeen (7) essential criteria:

- a) Presentation of tender on 6 criteria;
- b) Qualifications and experience of the supervisory staff on 15 criteria;
- c) Equipment to be mobilised out of 27 criteria;
- d) Contractor's references on **2 criteria**
- e) Site visit on 2 criteria;
- f) Proof of acceptance of the contract's conditions on 3 criteria.

16 .Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the tenderer who has submitted a bid meeting the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest, including any proposed discounts where necessary.

17 . Maximum Number of Lots to Award

The Call for Tenders is made of a single lot.

18 . Tender Validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of **ninety (90) days** with effect from the initial tender submission deadline.

19 . Further information

Further information can be obtained at the Project Owner's services during working hours, precisely at the Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 2nd floor of the new 3-storey building hosting some central services of the Ministry of Public Works, located in the premises of the Centre Regional Delegation of Public Works, Room 206, Tel.: 222 22 92 34 or on the COLEPS platform online via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner.

20 . Fight against corruption and malpractice

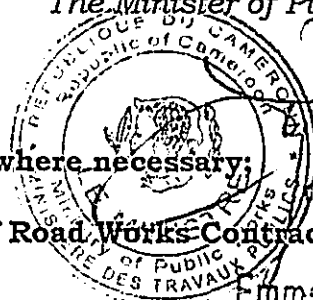
If you wish to report acts of malpractice or corruption, please call COMAC via 1517, the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) through: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, 10 OCT 2024

The Minister of Public Works

Copies:

- Public Contracts Authority (MINMAP);
- PCRA;
- Project Owner or Delegated Project Owner, where necessary;
- Chairperson of Tenders Board;
- Chairperson of the Central Control Board of Road Works Contracts, where necessary;
- Noticeboard/Chrono.



Emmanuel NGANOU D.